

Copie transmise pour information à (arrêté joint) :

**- Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail,
des solidarités et de la protection des populations
Service productions animales et environnement**

- Madame le maire de Dommartin-lès-Remiremont

Epinal, le

19 AVR. 2023

La Préfète,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,



Richard MOUGIN

DDETSPP des Vosges
Reçu le

20 AVR. 2023

Arr n° 2023-00922



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Pilotage et de
l'Animation Interministérielle**

Bureau de l'environnement
Place Foch – 88026 EPINAL CEDEX

Epinal, le

19 AVR. 2023

Affaire suivie par : M. Pierre THIEBERT
Téléphone : 03 29 69 88 72
Courriel: pierre.thiebert@vosges.gouv.fr

Horaires d'ouverture du bureau :
du lundi au vendredi de 9h à 11h30 et de 14h15 à 16h15
et au-delà sur rendez-vous

**RECOMMANDE AVEC ACCUSE DE
RECEPTION**

Monsieur le président,

Je vous prie de trouver, ci-joint, une copie de mon arrêté
n° 37/2023/ENV en date de ce jour, vous mettant en demeure de remédier dans le
délai de quatre mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations
classées, de votre abattoir installé à Dommartin-lès-Remiremont (88200),
335, Rue du Haut des Rangs.

Mes services et l'inspection des installations classées
(Mme Adeline ROLIN Tél : 03 29 68 48 23) restent à votre disposition pour tout
renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, monsieur le président, en l'assurance de ma
considération distinguée.

La Préfète,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,


Richard MOUGIN

Monsieur Frédéric POIROT
Président
Société ABATTOIRS MONTAGNE SUD
335, Rue du Haut des Rangs
88200 DOMMARTIN-LES-REMIREMONT



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau de l'environnement
Place Foch – 88026 EPINAL CEDEX

**Direction du Pilotage et de
l'Animation Interministérielle**

19 AVR. 2023

Arrêté n° 37/2023/ENV du

**mettant la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD en demeure de remédier dans le
délai de quatre mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations
classées, de son abattoir installé à Dommartin-lès-Remiremont (88200),
335, Rue du Haut des Rangs.**

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de la préfète des Vosges – Mme MICHEL-MOREAUX (Valérie) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2210 et 3641 ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2644/96 du 14 novembre 1996 délivré au titre de la législation sur les installations classées, à la société ABATTOIR MONTAGNE SUD devenue société ABATTOIRS MONTAGNE SUD, concernant son projet de mise en service d'un abattoir pour animaux de boucherie avec atelier de découpe et salle de congélation à Dommartin-lès-Remiremont (88200), 335, Rue du Haut des Rangs ;
- Vu le rapport et projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023 de l'inspection des installations classées, concernant l'abattoir exploité par la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD à Dommartin-lès-Remiremont (88200), 335, Rue du Haut des Rangs ;
- Vu le rapport et projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, adressés par lettre recommandée du 6 avril 2023, pour observations éventuelles dans le délai de huit jours, à la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD, concernant son abattoir installé à Dommartin-lès-Remiremont (88200), 335, Rue du Haut des Rangs ;
- Vu le courrier électronique du 14 avril 2023, par lequel la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD confirme son projet de mise aux normes de son abattoir de Dommartin-lès-Remiremont (88200) ;
- Vu le courrier électronique du 17 avril 2023, par lequel l'inspection des installations classées propose que soit acté le projet de mise aux normes de l'abattoir de Dommartin-lès-Remiremont (88200), par la prise de l'arrêté préfectoral mettant la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD en demeure de

remédier dans le délai de quatre mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son abattoir de Dommartin-lès-Remiremont (88200) ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 6 mars 2023 que la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD n'exploitait pas son abattoir dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables et fixées d'une part par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1996 susvisé, d'autre part par l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 6 mars 2023 que la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD n'exploitait pas son abattoir dans le respect des prescriptions réglementaires fixées d'une part par les articles 7 (Récupération du sang), 9 (Récupération et stockage des autres produits annexes d'abattage), 11 (Prétraitement des effluents), 13 (Prélèvement en eau potable), 15 (Prévention des odeurs), 17 (Prévention des nuisibles) et 18 (Installations électriques) de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1996 susvisé, d'autre part par l'article 17 (Stockage des produits dangereux pour l'environnement) de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié susvisé ;

Considérant que la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD doit remédier dans des délais déterminés aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées constatées sur place le 6 mars 2023 par l'inspection des installations classées ;

Considérant que les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement stipulent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Considérant dans ces conditions qu'il convient de mettre la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de remédier dans le délai de quatre mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son abattoir installé à Dommartin-lès-Remiremont (88200), 335, Rue du Haut des Rangs ;

Considérant que sont réunies les conditions légales de prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} – La société ABATTOIRS MONTAGNE SUD dont l'adresse du siège social est 335, Rue du Haut des Rangs – Dommartin-lès-Remiremont (88200), est mise en demeure, pour son abattoir installé à l'adresse précitée, de respecter dans le délai déterminé ci-après, d'une part les articles 7 (Récupération du sang), 9 (Récupération et stockage des autres produits annexes d'abattage), 11 (Prétraitement des effluents), 13 (Prélèvement en eau potable), 15 (Prévention des odeurs), 17 (Prévention des nuisibles) et 18 (Installations électriques) de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1996 susvisé, d'autre part l'article 17 (Stockage des produits dangereux pour l'environnement) de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié susvisé.

Pour ce faire, elle devra, **dans le délai de quatre mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- mettre en place un dispositif de récupération des sangs issus de l'abattage des animaux,
- adapter les conditions de stockage des sous-produits animaux selon leur nature et leur élimination,
- réaliser une maintenance approfondie de la station de pré-traitement,
- collecter les boues de pré-traitement dans un bac étanche,
- mettre en place une surveillance des rejets par une mesure des débits de rejet et des analyses par un laboratoire agréé des eaux de rejet,
- mettre en place un suivi et des enregistrements des prélèvements hebdomadaire d'eau dans un registre dédié,
- accentuer la prévention des nuisibles par la fermeture régulière du portail d'accès au site,
- fournir des justificatifs de vérifications périodiques des installations électriques,
- mettre en place des dispositifs de rétention sous les produits dangereux susceptibles de générer une pollution des eaux et des sols.

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ABATTOIRS MONTAGNE SUD et dont une copie sera adressée pour information au maire de Dommartin-lès-Remiremont.

Fait à Epinal, le **19 AVR. 2023**

La Préfète,

La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale par interim


Carole DABRIGEON